

## **CCAS DE BAILLARGUES**

### **RAPPORT SUR LES ORIENTATIONS BUDGETAIRES 2018**

Le débat d'orientations budgétaires a pour vocation de permettre au Président du CCAS de présenter au conseil d'administration, avant l'examen et le vote du budget primitif, les grandes orientations des finances du CCAS.

Il doit être organisé dans un délai de 2 mois précédant l'examen du budget et doit donner lieu à une délibération qui prend acte de la tenue de ce dernier. Cet acte n'emporte pas de caractère décisionnel.

Le CCAS est un établissement public administratif qui a pour mission d'intervenir dans les domaines de l'action sociale légale et facultative ainsi que dans les actions et activités relevant de la solidarité et de la cohésion sociale.

Il possède son autonomie financière avec un budget propre et également un budget annexe pour la gestion de l'EHPAD Les Pins Bessons qui ne fait pas l'objet d'un débat d'orientations budgétaires. Le budget de l'EHPAD pour 2018 a été voté lors de la séance du conseil d'administration du 6 novembre 2017.

Le CCAS de la ville de Baillargues est géré par un conseil d'administration composé de 13 membres dont le Maire qui en est le Président, 6 membres issus du conseil municipal et 6 nommés par le Maire.

Le CCAS dispose d'une commission permanente pour l'attribution des aides facultatives.

### **MISSIONS DU CCAS ET BILAN D'ACTIVITES 2017**

#### **▪ L'instruction de dossiers d'aides légales**

Le CCAS instruit, notamment pour le compte du Conseil Départemental mais aussi pour la CPAM, un certain nombre de dossiers pour lesquels il n'a aucun rôle décisionnel.

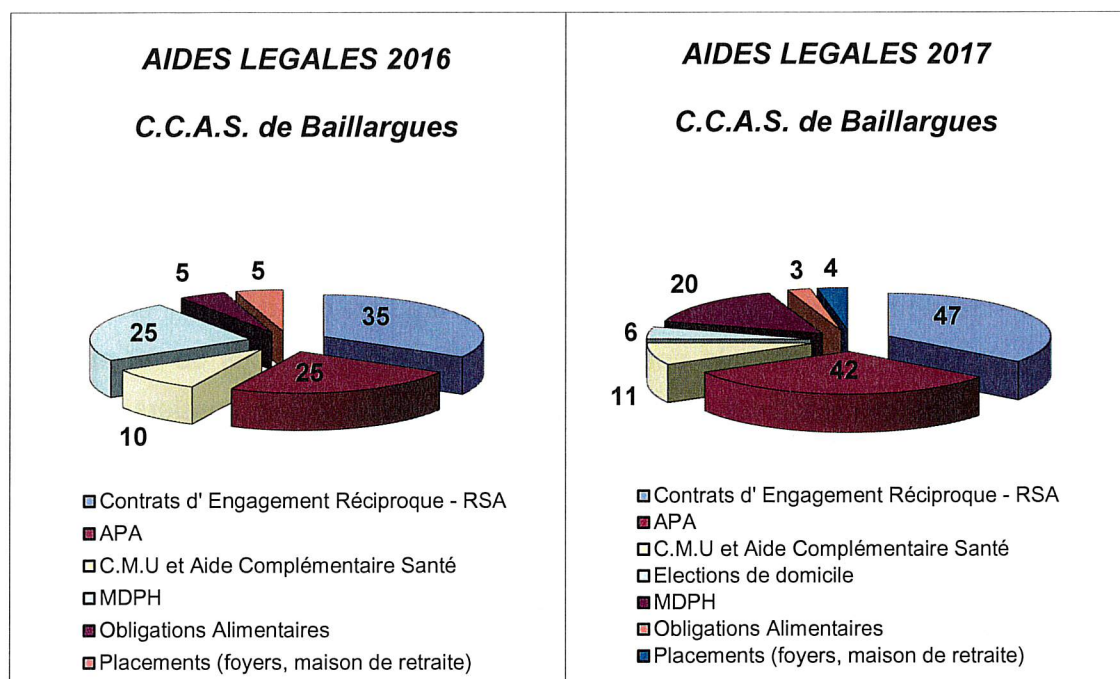
Il s'agit des dossiers d'aide sociale pour les personnes âgées de plus de 60 ans, d'aide sociale pour les personnes handicapées de moins de 60 ans, les dossiers d'obligation alimentaire, les dossiers APA (aide personnalisée à l'autonomie), les demandes d'allocations (AAH, allocations compensatrices...), les demandes de cartes inclusions mobilité (ex cartes de priorité, de stationnement, d'invalidité) etc.

Pour le compte de la CPAM, il instruit les demandes de Protection Universelle Maladie, CMU complémentaire et d'Aide Complémentaire santé.

Le CCAS élabore les CER (contrats d'engagements réciproques) dans le cadre du RSA. Les bénéficiaires du RSA tenus d'élaborer un CER sont tenus de rechercher un emploi, d'entreprendre les démarches nécessaires à la création de leur propre activité ou d'entreprendre les actions nécessaires à une meilleure insertion sociale ou professionnelle.

Le CCAS établit également des domiciliations. L'article 51 de la loi du 5 mars 2007 relative au droit aux logements opposables et portant diverses mesures en faveur de la cohésion sociale (articles L. 264-1 à L. 264-10 du code de l'action sociale et des familles) confère aux CCAS l'obligation légale de domicilier les publics sans domicile fixe ou en situation de logement instable. Ce dispositif permet à ces derniers de disposer d'une adresse afin de faire valoir leurs droits civiques, civils et sociaux.

Type de dossiers	2016	2017
Contrats d'Engagement Réciproque - RSA	35	47
APA	25	42
C.M.U et Aide Complémentaire Santé	10	11
Elections de domicile	0	6
MDPH	25	20
Obligations Alimentaires	5	3
Placements (foyers, maison de retraite)	5	4
<b>TOTAL</b>	<b>105</b>	<b>133</b>



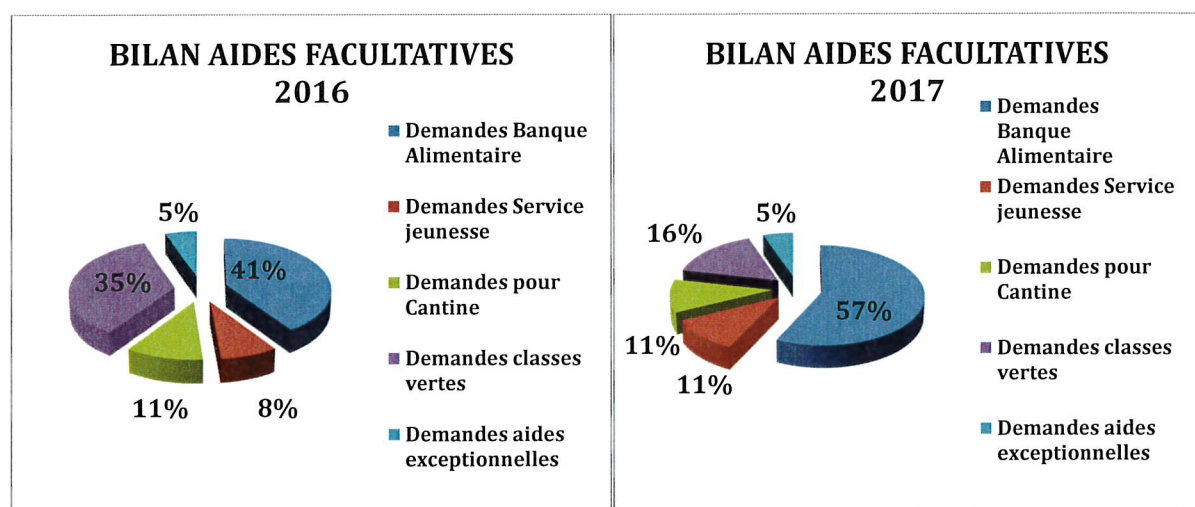
Le nombre de dossier traité a augmenté de presque 27% entre 2016 et 2017.

Ce sont les dossiers APA (+40%) et les CER pour les bénéficiaires du RSA (+34%) qui connaissent la plus forte évolution.

#### ▪ L'instruction des dossiers d'aide sociale facultative

La commission permanente du CCAS se prononce sur des demandes d'aides alimentaires (attribution de colis de la banque alimentaire ou établissement de bons alimentaires) et des demandes d'aides financières pour le paiement de la cantine, des services périscolaires, des factures d'eau, des sorties en classe découverte.

Types de demande	Nombre de foyers demandeurs		Nombre d'accords		Nombre de bénéficiaires	
	2016	2017	2016	2017	2016	2017
Demandes de colis de la Banque Alimentaire	15	32	13	30	24	70
Demandes Service jeunesse	7	6	5	5	7	5
Demandes pour Cantine		6		6		6
Demandes classes vertes	13	9	12	9	15	9
Demandes aides exceptionnelles	2	3	1	3	5	3
<b>Total</b>	<b>37</b>	<b>56</b>	<b>31</b>	<b>53</b>	<b>51</b>	<b>93</b>



Le nombre de dossiers de demande d'aides facultatives a augmenté de 51% (+19 dossiers) entre 2016 et 2017 et le nombre de bénéficiaires a augmenté de 82% (+42 bénéficiaires).

Cela s'est traduit par une augmentation du nombre de passages au CCAS sur l'année civile entre 2016 et 2017 puisque le nombre est passé de 1207 en 2016 à 2269 en 2017 soit une variation de 1062 passages en plus (+88%).

- **Logements sociaux**

Le CCAS accueille les demandeurs, fait la liaison avec les bailleurs sociaux et aide à la constitution des dossiers de demande de logement.

- **L'aide au maintien à domicile des personnes âgées**

- Le portage de repas

Cette prestation a pour mission de livrer au domicile des personnes âgées un repas chaque jour de la semaine. Le nombre d'abonnés est stable depuis 2015. 4 personnes remplissant les conditions de ressources bénéficient de ce service. 1290 repas ont été livrés.

- La téléassistance

Ce service proposé par la Métropole contribue à la sécurisation du maintien à domicile des personnes âgées ou à mobilité réduite. En 2017, 25 personnes ont adopté ce système d'assistance d'urgence. Le nombre d'abonnés est stable depuis sa mise en service.

- **Le recensement des personnes vulnérables dans le cadre des plans canicule et grand froid**

La loi du 30 juin 2004 organise la prévention du risque « canicule ». Elle confie au maire le soin d'instituer un registre nominatif des personnes âgées ou en situation de handicap, vivant à domicile et qui en font la demande. Il fonctionne du 1<sup>er</sup> juin au 31 août.

Le plan grand froid s'adresse aux personnes vulnérables, âgées, isolées ou en situation de handicap. Il fonctionne du 1<sup>er</sup> novembre au 31 mars en cas de vague de grand froid. Tous les usagers inscrits sur le registre communal bénéficient des actions mises en œuvre pour prévenir et limiter les effets liés aux températures de l'hiver en cas d'avis de vigilance orange ou rouge émis par Météo France.

- **Prévention de l'isolement social**

L'accroissement de l'espérance de vie à 85,5 ans pour les femmes et 80 ans pour les hommes porte la part de la population âgée de plus de 60 ans à 22,5% sur la commune de Baillargues. Une politique de prévention et d'accompagnement qui permet de concevoir et d'organiser les réponses aux attentes et aux besoins spécifiques de ces personnes s'avère donc nécessaire.

L'offre de services doit être adaptée aux plus jeunes d'entre eux comme aux moins valides et aux moins autonomes afin d'assurer la satisfaction du public.

Des actions de prévention santé sont mises en place via des cours de gymnastiques et de stretching dans le cadre du dispositif YAPADAJ pour les plus de 55 ans. Des cours de gymnastique adaptée, dispensés par l'association JOUVENCE, sont également proposés aux personnes qui ont besoin de se réengager dans la pratique d'une activité physique régulière. Ces cours permettent de maintenir une autonomie physique mais aussi les capacités intellectuelles et surtout de retrouver une bonne estime de soi et de confiance en soi.

Des actions de prévention santé sont également développées pendant la semaine Bleue, semaine nationale des retraités et personnes âgées.

Le traditionnel Printemps des Aînés, repas-spectacle offert aux plus de 65 ans, a désormais lieu au Pasino de la Grande-Motte afin de pouvoir accueillir tous les convives.

Une sortie à la journée au jardin Saint Adrien à Servian suivie de la visite de Béziers a été organisée comme chaque année pour les séniors de 65 ans et plus.

Le dispositif YAPADAJ créé en 2015 a pour mission de répondre aux besoins de liens sociaux de la population baillarguoise âgée de plus de 55 ans.

Ce dispositif a pour objectif de faire participer les séniors à l'activité culturelle locale ou régionale, de favoriser le lien social et créer des temps de convivialité.

En 2017 ont été organisés :

- 5 sorties à la journée à Marseille, Collioure, Saint Rémy de Provence, une croisière en Lauragais;
- 2 voyages : en Italie et en Espagne.

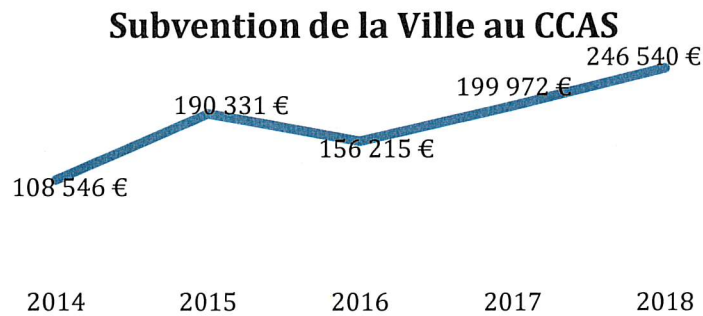
Animations prévues en 2018 :

- 4 sorties à la journée : le carnaval de Limoux, le Colorado provençal, les carrières de lumière, l'Isle sur sorgue ;
- Spectacle transformiste ;
- Voyage de 6 jours en Espagne.

## LE BUDGET DU CCAS

Le budget du CCAS est un budget qui répond aux mêmes exigences d'équilibre que le budget de la commune (budget en nomenclature M14). Il est équilibré grâce à une subvention de la commune. Malgré un contexte budgétaire national contraint, la ville conforte son soutien au CCAS en maintenant à un niveau élevé la subvention attribuée.





#### Evolution des recettes et des dépenses de fonctionnement

DEPENSES	CA 2017	BP 2018	Evolution
Charges à caractère général (011)	107 077	104 477	-2%
Charges de personnel (012)	130 059	187 900	44%
Autres charges de gestion courantes (65)	11 226	3 500	-69%
Charges financières (66)	0	10 000	
Dotations aux amortissements (042-68)	374	583	56%
<b>TOTAL</b>	<b>248 736</b>	<b>306 460</b>	<b>23%</b>
RECETTES	CA 2017	BP 2018	Evolution
Atténuations de charges (013)	14 484	14 500	0%
Produits des services (70)	9 981	9 900	-1%
Dotations et participations (74)	199 972	246 540	23%
Autres produits de gestion courante (75)	35 055	35 500	1%
Produits exceptionnels (77)	754	0	-100%
<b>TOTAL</b>	<b>260 246</b>	<b>306 440</b>	<b>18%</b>

En recettes de fonctionnement la principale évolution concerne la subvention de la ville au CCAS qui augmente de 23% entre le compte administratif 2017 et le budget primitif 2018. Cette évolution est due au projet de reconstruction de l'EHPAD qui sera porté par le budget principal du CCAS le temps de la réalisation du nouvel établissement.

Afin de supporter financièrement ce projet, un emprunt va devoir être conclu. Les charges d'intérêt se retrouvent alors en dépenses de fonctionnement.

Les autres charges de gestion courantes sont en diminution de 69%. En effet, il n'est pas prévu de reconduire la subvention versée en 2017 à l'EHPAD les Pins Bessons qui avait été destinée à un besoin ponctuel de formation ne pouvant être supporté par le budget annexe.

Les dépenses de personnel sont également en nette progression (+44%). L'effectif du CCAS a été renforcé afin de répondre aux demandes d'un public nouveau avec des problématiques plus complexes à traiter nécessitant un besoin de formations et d'accompagnements plus prégnant pour les agents. C'est pourquoi deux agents de la ville ont été mis à disposition du CCAS : un depuis le mois de juin 2017 et un depuis le mois de janvier 2018.

L'effectif du CCAS se compose de trois agents titulaires pour 2,80 ETP (équivalent temps plein) et de deux agents mis à disposition par la ville pour 1,60 ETP.

### **L'investissement**

La section d'investissement va prendre de l'ampleur du fait du projet de construction de l'EHPAD. Les dépenses ne peuvent pas être supportées par le budget annexe de l'EHPAD. Toutes les dépenses vont donc être réalisées sur le budget principal et seront financées par l'emprunt. Une fois les travaux terminés l'actif et le passif seront transférés sur le budget de l'EHPAD qui remboursera directement l'emprunt réalisé.

Les dépenses prévisionnelles pour le projet s'élèvent à 510 000€ pour 2018.

La section d'investissement

<b>DEPENSES</b>	<b>CA 2017</b>	<b>BP 2018</b>
Déficit reporté (001)		10 116€
Immobilisations incorporelles (chapitre 20)	51 237€	406 206€
Immobilisations corporelles (chapitre 21)	209€	106 000€
<b>TOTAL</b>	<b>51 446€</b>	<b>522 322€</b>
<b>RECETTES</b>	<b>CA 2017</b>	<b>BP 2018</b>
Résultat d'investissement reporté (001)	26 919€	
FCTVA		228€
Dotations, fonds divers et réserves (chapitre 10)	14 037€	11 511€
Emprunts et dettes assimilés (chapitre 16)		510 000€
Amortissements des immobilisations (chapitre 040)	374€	583€
<b>TOTAL</b>	<b>41 331€</b>	<b>522 322€</b>

### **La dette**

Le budget principal ne comporte pas de dette.

Pour le projet de reconstruction de l'EHPAD un prêt PLS (Prêt Locatif Social) et un prêt PHARE (Prêt Habitat Amélioration Restructuration Extension) ont été sollicités auprès de la

Caisse des Dépôts et Consignations.

Ces prêts sont indexés sur le taux du livret A, principale ressource du fonds d'épargne. Ils sont octroyés à des conditions avantageuses, en termes de taux et de durée, modulées en fonction du caractère social ou environnemental de l'opération financée. Le PLS permet de bénéficier de la TVA à taux réduit et d'une exonération de la taxe sur le foncier bâti pendant 25 ans. Les bailleurs doivent s'engager par une convention APL signée avec l'État, dont la durée est au moins égale à la durée de la part du prêt qui ne finance pas la charge foncière, sans pouvoir être ni inférieure à 15 ans, ni supérieure à 40 ans.

Il est également envisagé de contracter un prêt relais FCTVA et un prêt pour le préfinancement des études et travaux préparatoires au projet.

Le budget annexe de l'EHPAD les Pins Bessons rembourse un seul emprunt contracté en décembre 2000 pour une durée de 25 ans. Le capital restant dû s'élève à 714 624,48€ au 1<sup>er</sup> janvier 2018 et l'annuité est de 105 431.82€ (62 982,65€ de remboursement de capital et 43 449,17€ de charges d'intérêts pour 2018).

#### **BUDGET ANNEXE EHPAD LES PINS BESSONS**

Jusqu'à présent, le financement des EHPAD s'intégrait dans le cadre de conventions tripartites signées par les établissements, les conseils départementaux et les Agences Régionales de Santé. L'article 58 de la loi d'adaptation de la société au vieillissement du 28 décembre 2015 réforme la tarification et la contractualisation des établissements d'hébergement pour personnes âgées dépendantes (EHPAD).

Cette loi prévoit que les conventions tripartites soient remplacées par des Contrats Pluriannuels d'Objectifs et de Moyens (CPOM) à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2017. Il sera conclu, tous les cinq ans, entre le directeur de l'EHPAD, le président du conseil départemental et le directeur général de l'agence régionale de santé.

Le CPOM fixera les obligations respectives des signataires et leurs modalités de suivi. Il définira des objectifs en matière d'activité, de qualité de prise en charge et d'accompagnement.

Les établissements devront également utiliser un nouveau cadre budgétaire.

Le budget est divisé en trois sections, en principe étanches entre elles :

- La section « soins », à la charge des régimes d'assurance maladie, dont la dotation est arrêtée par le directeur général de l'ARS, suivant un barème et des règles de calcul fixés



par arrêté,

- La section « dépendance », à la charge du conseil départemental, dont la dotation est arrêtée par son président ; celle-ci couvre « l'ensemble des prestations d'aide et de surveillance nécessaires à l'accomplissement des actes essentiels de la vie, qui ne sont pas liées aux soins que la personne âgée est susceptible de recevoir » (article R. 314-160 du code de l'action sociale et des familles)
- La section « hébergement », à la charge du résident.

Le budget de l'EHPAD est un budget en nomenclature M22.

En attendant la signature du Contrat Pluriannuel d'Objectifs et de Moyens (CPOM) prévue pour 2018, le Conseil d'Administration a reconduit le budget de l'exercice 2017 sur l'exercice 2018.

• **SECTION D'EXPLOITATION**

	HEBERGEMENT	DEPENDANCE	SOINS	TOTAL
<b>DEPENSES</b>	1 139 355,17 €	357 731,97 €	816 925,45 €	<b>2 314 012,59 €</b>
<b>RECETTES</b>	1 139 355,17 €	357 731,97 €	816 925,45 €	<b>2 314 012,59 €</b>

• **SECTION D'INVESTISSEMENT**

	HEBERGEMENT	SOINS	TOTAL
<b>DEPENSES</b>	617 405,19 €	70 033,35 €	<b>687 438,54 €</b>
<b>RECETTES</b>	617 405,19 €	70 033,35 €	<b>687 438,54 €</b>

Envoyé en préfecture le 28/03/2018

Reçu en préfecture le 28/03/2018

Affiché le



ID : 034-213400229-20180315-DLP2018\_06-DE